

**Assemblée générale**

Distr. générale
25 septembre 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session

Point 20 b) de l'ordre du jour

**Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire
et des secours en cas de catastrophe fournis
par l'Organisation des Nations Unies, y compris
l'assistance économique spéciale : assistance économique spéciale
à certains pays ou régions**

**Assistance humanitaire à la République fédérale
de Yougoslavie****Rapport du Secrétaire général*****Table des matières**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–2	2
II. La situation humanitaire	3–11	2
III. La situation socioéconomique	12–21	3
IV. Évolution de la situation des droits de l'homme	22–27	4
V. Assistance fournie par l'Organisation des Nations Unies et ses partenaires	28–77	5
VI. Assistance fournie par les États Membres	78–79	11
VII. Observations finales	80–89	12

* La note explicative demandée par l'Assemblée générale dans la résolution 54/248 n'a pas été établie.

I. Introduction

1. Le présent rapport est présenté en application du paragraphe 4 de la résolution 54/96 F de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1999, dans lequel l'Assemblée priait le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-cinquième session un rapport sur la mise en oeuvre de la résolution. Le présent rapport porte sur la période allant du 1er juillet 1999 au 30 juin 2000.

2. La République fédérale de Yougoslavie est constituée par les Républiques de Serbie (comprenant la Serbie centrale, le Kosovo et la Voïvodine) et du Monténégro. Le Kosovo étant administré par l'Organisation des Nations Unies en application de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité, la situation dans cette province est traitée dans des paragraphes distincts du rapport.

II. La situation humanitaire

3. Après 10 années de conflit dans la région, la République fédérale yougoslave abrite la plus importante population de réfugiés en Europe, soit plus de 500 000 personnes en provenance de Bosnie-Herzégovine et de Croatie. À partir de juin 1999 il y a eu, en raison des violences interethniques au Kosovo, un afflux supplémentaire de populations – essentiellement serbes et rom – du Kosovo vers le reste de la Serbie (environ 180 000 actuellement immatriculés) et le Monténégro (environ 32 000). Par ailleurs, étant donné l'actuelle détresse économique, les efforts humanitaires portent aussi sur les segments économiquement et socialement vulnérables de la population résidente, dont les conditions de vie dépendent de plus en plus d'une aide extérieure.

4. Après la cessation des hostilités en juin 1999, les organismes des Nations Unies ont renforcé leur présence en République fédérale de Yougoslavie et ont centré leurs efforts, en liaison avec des partenaires non gouvernementaux, sur les activités décrites ci-après.

5. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a fait entreprendre une évaluation des risques humanitaires et de la vulnérabilité résultant du recul socioéconomique et des dommages causés aux infrastructures. Une immatriculation des personnes déplacées venant du Kosovo et divers inventaires concernant les soins de santé primaires, l'alimentation et les récoltes, l'énergie, les collectivités locales et

l'environnement ont été organisés par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) respectivement; il a ainsi été possible de définir plus précisément les catégories de bénéficiaires et de disposer d'une base pour planifier l'action et faire connaître les besoins.

6. Les organisations humanitaires qui, sous la conduite du HCR, apportent une assistance aux populations déplacées, ont pour triple objectif de veiller à ce qu'elles bénéficient d'une protection internationale et à ce que leurs droits soient respectés; d'aider les réfugiés et les personnes déplacées à trouver des solutions durables; et d'assurer aux populations les plus vulnérables des conditions de vie représentant un minimum acceptable jusqu'à ce que des solutions durables aient été trouvées.

7. Compte tenu de la détresse économique actuelle, les populations locales vulnérables ont besoin d'une assistance similaire à celle fournie aux personnes déplacées. Ainsi, 400 000 cas sociaux reçoivent une aide alimentaire en Serbie. Au Monténégro, 55 000 cas sociaux reçoivent une aide alimentaire régulière et 27 000 autres sont aidés selon les besoins.

8. Les services sociaux étant proches de la paralysie, il est capital d'appuyer les institutions essentielles. L'OMS a conduit l'action dans le domaine de la santé, axée sur les services de santé publique de base, et l'UNICEF s'est consacré à l'éducation de base, y compris l'équipement scolaire. Dans le secteur de l'énergie, l'action de l'OCHA a renforcé les mesures nationales tendant à stabiliser l'approvisionnement en énergie et a facilité l'aide internationale. La création de capacités locales pour faciliter la transition dans les domaines de l'éducation et de la santé a été plus intense au Monténégro qu'en Serbie.

9. Le Haut Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) a renforcé ses activités de surveillance, de protection et d'information, ainsi que la création de capacités locales en vue de protéger et de promouvoir les droits de l'homme. L'UNICEF a une action de mobilisation pour l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant.

10. Bien qu'une crise possible dans l'hiver 1999-2000 ait été écartée, il subsiste d'importants besoins humanitaires qui appellent l'attention internationale. Pour les populations déplacées d'une certaine importance, l'accent est à nouveau mis sur la recherche de solutions durables. Les perspectives d'un retour des réfugiés se sont améliorées après les changements politiques intervenus en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, mais la situation au Kosovo ne permet pas encore un rapatriement à grande échelle des personnes déplacées provenant de cette province. Les besoins humanitaires augmentent en ce qui concerne les cas sociaux en raison de la détérioration des conditions économiques. Au Monténégro, les efforts humanitaires font la transition entre l'aide et l'encouragement à l'autosuffisance, tandis que la Serbie, dans l'actuel climat politique, ne reçoit pas d'assistance internationale allant au-delà de l'aide humanitaire.

11. Au Kosovo, le principal objectif du programme des Nations Unies pendant les mois d'hiver a été d'éviter la tragédie humanitaire qui menaçait lorsque des centaines de milliers d'Albanais du Kosovo sont retournés dans leurs foyers gravement endommagés ou détruits. Cette partie du programme a été dans une large mesure un succès, et bien qu'ils aient passé un hiver dans des conditions de confort minimales, 6 000 personnes seulement ont dû avoir recours aux centres d'hébergement de secours. Avec le retour de la majorité albanaise, les minorités à leur tour sont rapidement devenues les victimes de la violence et de l'exclusion. La fourniture d'aide humanitaire se poursuit en premier lieu pour ces populations, afin d'alléger autant que possible leurs souffrances et d'empêcher un nouveau déplacement de ce segment de la population kosovare.

III. La situation socioéconomique

12. Au cours des 10 années écoulées, la République fédérale de Yougoslavie a connu une détérioration générale des conditions économiques et sociales qui a accru la vulnérabilité sociale. En 1999, l'économie yougoslave a subi un nouveau et brutal recul, exacerbé par les destructions d'infrastructures dues à la campagne de l'OTAN et par les sanctions économiques. D'après les estimations d'experts indépendants, le produit intérieur brut a chuté de 32 % en 1998-1999 et la moyenne des salaires réels a baissé de 38 %, certains versements accusant des retards considérables.

L'inflation a dépassé 100 % d'où une nouvelle érosion du pouvoir d'achat du Yougoslave moyen. Le sous-emploi est estimé à 32 %, sans compter le nombre important de personnes en congé forcé.

13. L'agriculture aussi a connu au cours des 10 années écoulées un déclin brutal dû aux difficultés économiques, à une mauvaise météorologie, à la pénurie de carburant pour machines agricoles et d'engrais, ainsi qu'à l'absence de toute modernisation pendant cette période à cause des sanctions. La production agricole totale a chuté de 32,4 % entre 1991 et 1999. La production de blé est tombée de 3 à 2 millions de tonnes en 1999, soit à peu près le niveau de la consommation nationale. Cette tendance à la baisse pourrait être aggravée par les inondations qui se sont produites en 2000.

14. Le recul économique, lié à l'instabilité politique et à l'afflux de plus de 700 000 personnes déplacées, a fortement réduit la capacité des services sociaux en République fédérale de Yougoslavie. Le système de soins de santé est proche de la paralysie, ce qui se traduit par une chute brutale des dépenses de santé par habitant (de 200 dollars É.-U. en 1990 à 40 dollars É.-U. en 1999). Dans le climat politique actuel, la réforme des services de santé, si urgente qu'elle soit, ne semble pas probable dans un proche avenir.

15. L'enseignement est également en déclin rapide en raison du mauvais état des écoles, de la vétusté et de l'insuffisance des équipements et d'un manque général de matériel pédagogique. Le système d'aide sociale rencontre également des difficultés graves. Le nombre de cas sociaux augmente et les versements ne peuvent répondre même aux besoins élémentaires des destinataires, ce qui rend les groupes les plus vulnérables dépendants de l'assistance humanitaire.

16. En raison des restrictions commerciales imposées au Monténégro depuis le début de 2000, les relations entre la Serbie et le Monténégro ont continué de se détériorer. Ces restrictions ont aggravé les problèmes de l'économie monténégrine déjà aux prises avec une flambée des prix à la suite de l'introduction, en novembre 1999, du deutsche mark comme monnaie légale. Du fait du blocus, les produits serbes à bon marché ont dû être remplacés par des importations plus coûteuses et on manque de certains articles importants, tels que les médicaments très spécifiques. De surcroît, les intrants agricoles, qui arrivaient habituellement de

Serbie, font défaut, ce qui réduit la capacité de production des petits exploitants.

17. Au Kosovo, au milieu de l'année 2000, le degré de stabilité de la situation sociale varie considérablement d'une région à l'autre. Dans de nombreuses régions, la société est devenue moins vulnérable après les interventions humanitaires de l'hiver 1999-2000. Toutefois, dans certaines communautés de minorités ethniques, les problèmes d'insécurité accroissent la vulnérabilité de la société.

18. L'éventail et la qualité des services sociaux s'améliorent peu à peu. Des apports importants de la communauté internationale ont permis des progrès appréciables en matière de soins de santé, d'éducation et d'alimentation en énergie et en eau, bien qu'il reste encore beaucoup à faire avant que ces services deviennent autonomes. La Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) contribue dans une mesure importante à la remise en place et à l'uniformisation du filet de sécurité sociale et des services communautaires dans tout le Kosovo.

19. Même avant la récente crise, le Kosovo était la province la plus pauvre de la République fédérale de Yougoslavie, avec un revenu par habitant estimé à moins de 400 dollars par an en 1995 (dernière année pour laquelle on dispose de données chiffrées) et un taux de chômage atteignant 70 %. Le taux de chômage officiel avoisine actuellement 60 à 80 %.

20. Avant la crise, l'agriculture était la pierre angulaire de l'économie de la province, contribuant pour un tiers au PIB en 1995. On estime que plus de 50 % des ressources agricoles ont été endommagées ou perdues au cours des six premiers mois de 1999. Si le secteur agricole a recommencé à produire dans la plupart des régions, il ne peut être exploité à sa pleine capacité faute des outillages et des machines indispensables, parce que les métayers et les propriétaires des exploitations sont devenus des personnes déplacées et à cause de la présence ou de la menace des mines antipersonnel.

21. Les secteurs industriel et manufacturier de la province, qui intervenaient pour un tiers dans le PIB avant la crise, ont été gravement endommagés par les attaques aériennes. Leur remise en état paraît aléatoire : les cadres et les ouvriers qualifiés sont partis, des problèmes de droits de propriété se posent et les technologies et méthodes de production, ainsi que les normes

en matière de protection de l'environnement sont dépassées.

IV. Évolution de la situation des droits de l'homme

22. La crise des droits de l'homme qui sévit en République fédérale de Yougoslavie devient plus alarmante à mesure que les tensions politiques augmentent et que les élections approchent. La majorité de la population est désormais considérée comme vulnérable aux violations des droits fondamentaux de la personne humaine. La traite des êtres humains (femmes, enfants et demandeurs d'asile) est venue accroître le nombre de personnes dont on ignore le sort du fait de la crise régionale.

23. En Serbie, les membres de l'opposition et les militants des droits de l'homme sont arrêtés en masse et dans des conditions de plus en plus arbitraires; les organisations non gouvernementales font l'objet d'enquêtes financières et leur matériel est confisqué; des journalistes sont arrêtés et poursuivis au pénal; les points de contrôle intérieur et les mesures de répression physique exercées par la police sur des personnes placées en garde à vue se multiplient. En outre, on arrête chaque jour ou on met en accusation des militants de mouvements locaux (plus de 600 membres d'« Otpor » entre avril et juin 2000), des dirigeants politiques locaux, des représentants des médias et des maisons d'édition et d'imprimerie (plus de 40 rien qu'en mai 2000), ainsi que des avocats. Des partisans de l'indépendance de l'appareil judiciaire ont été démis de leurs fonctions ou ont démissionné. Des centaines d'Albanais du Kosovo, la plupart depuis 1998, des journalistes, des avocats et d'autres personnes sont arrêtés, détenus et jugés en violation des normes internationales en matière de droits de l'homme et des normes nationales aux fins de la régularité des procédures.

24. Au Monténégro, où la centralisation du pouvoir par l'exécutif est tempérée par l'existence d'un appareil judiciaire indépendant et d'un appareil législatif fort, la combinaison d'un pouvoir centralisé, de l'omniprésence de la police et d'une intense activité politique de l'opposition limite l'échelle des violations des droits de l'homme. Dans le cadre du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, le Gouvernement monténégrin s'emploie à promouvoir les droits individuels des membres des minorités nationales ainsi que les droits des femmes. Les organisations non gouver-

nementales qui envisagent les choses sous l'angle de la problématique se multiplient dans le pays. Tirant profit des efforts entrepris par les institutions et les organisations non gouvernementales internationales en matière d'éducation, ces nouveaux groupements font progresser la société civile, remettent en question la centralisation du pouvoir et oeuvrent en faveur des droits individuels.

25. Au Kosovo, où la MINUK s'emploie à instaurer la sécurité et l'ordre public et à poser les premières pierres des institutions d'administration locale, les progrès sont variables. Les violences ethniques, le plus souvent des attaques albanaises contre des Serbes et d'autres groupes minoritaires, mais aussi des attaques serbes contre des Albanais dans les zones où ces derniers sont minoritaires, continuent de poser de graves problèmes. Par ailleurs, les violences commises à l'intérieur de la communauté albanaise du Kosovo contre des personnalités politiques, des dirigeants et des militants locaux sont inquiétantes, surtout compte tenu des prochaines élections municipales.

26. La Force de paix au Kosovo (KFOR) s'efforce de contenir les violences ethniques, mais sans grands résultats. La MINUK a du mal à lutter contre les violences ethniques et criminelles faute de ressources financières et d'effectifs suffisants, en particulier pour ce qui est de la police civile des Nations Unies, et d'un système judiciaire opérationnel et impartial. Les difficultés à faire respecter l'état de droit favorisent l'instauration d'un climat d'impunité pour les violences ethniques et criminelles et suscitent des craintes quant aux arrestations, aux détentions et autres problèmes de régularité des procédures. La question extrêmement délicate des personnes portées disparues, des détenus et des prisonniers reste un obstacle majeur empêchant le dénouement des tensions entre les communautés. En outre, le problème de l'insuffisance de l'accès des minorités à des services de base, notamment aux services de santé et d'éducation, continue de se poser.

27. En revanche, la situation de la majorité de la communauté albanaise du Kosovo en matière de droits de l'homme s'est nettement améliorée depuis juin 1999. Des groupes de législateurs établissent des projets de loi visant à combattre la violence dans la famille et la traite des femmes et des filles, et la MINUK a créé un bureau de médiation offrant à la population du Kosovo une instance qui traite des problèmes de droits de l'homme et des mauvais traitements subis aux mains des autorités.

V. Assistance fournie par l'Organisation des Nations Unies et ses partenaires

A. Mécanismes de coordination

28. Le Coordonnateur des Nations Unies pour les affaires humanitaires en République fédérale de Yougoslavie (à l'exclusion du Kosovo) a été désigné en août 1999 et, avec le concours du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, assure la coordination générale, notamment l'organisation de consultations périodiques entre les divers organismes à la fois à Belgrade et à Podgorica. Les organismes opérationnels sont responsables de la coordination sectorielle.

29. Au Kosovo, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour les affaires humanitaires a coordonné les opérations d'aide humanitaire jusqu'au 30 juin 2000, lorsque la composante humanitaire de la MINUK, placée sous la conduite du HCR a été supprimée. Depuis lors, un coordonnateur pour les affaires humanitaires désigné, par le Coordonnateur des secours d'urgence de l'ONU, a assumé cette fonction avec l'assistance du Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

30. Le Centre d'information pour les organismes humanitaires à Pristina, appuyé notamment par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, et le HCR, travaille en étroite collaboration avec des partenaires très divers pour encourager et faciliter l'échange d'informations au service des activités de secours humanitaire, de reconstruction et de développement actuellement menées.

B. Préparation pour l'hiver

31. En Serbie et Monténégro, l'action humanitaire a consisté avant tout à assurer la protection des populations vulnérables pendant tout l'hiver. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a assuré la direction des efforts visant à atténuer les effets des pénuries d'énergie éventuelles sur les groupes vulnérables en prenant des mesures pour prévenir l'effondrement des infrastructures de pointe. Le Gouvernement suisse a fait don de pièces de rechange absolument indispensables d'une valeur de 3,25 millions de francs suisses

pour assurer un approvisionnement en électricité plus stable et renforcer les capacités de réparation. L'usage de ces pièces a fait l'objet d'un contrôle étroit.

32. Le programme de préparation pour l'hiver entrepris par le HCR consistait à fournir du fuel-oil aux centres collectifs de réfugiés et aux familles des réfugiés ainsi que des secours (couvertures, matelas, etc.) et une assistance en espèces à environ 30 000 personnes déplacées et réfugiés. L'aide de l'UNICEF a consisté à livrer du combustible à des établissements pour enfants et services de maternité, à distribuer des vêtements d'hiver à 10 000 enfants et à effectuer de petites réparations sur les installations de chauffage dans les écoles primaires. La Cooperative for American Relief Everywhere, Inc. (CARE), avec l'aide financière de l'Office humanitaire de la Communauté européenne, a fait livrer du fuel domestique, du charbon et des groupes électrogènes aux établissements indispensables au fonctionnement du pays.

33. Des importations considérables de produits énergétiques et de ressources, la prise de mesures à l'échelon national, des températures clémentes et la fourniture d'une aide humanitaire ont permis d'éviter une crise énergétique pendant l'hiver. Toutefois, l'approvisionnement énergétique demeure foncièrement précaire en République fédérale de Yougoslavie et une assistance internationale sera nécessaire pour l'hiver prochain.

34. Au Kosovo, plus de 120 000 logements ont subi des dégâts importants pendant la guerre. Le lancement d'un vaste programme d'hébergement pour aider ceux qui avaient besoin de se loger pendant le premier hiver suivant le conflit au Kosovo a été l'une des principales priorités de l'action humanitaire. Le HCR, en sa qualité de chef de file de la composante humanitaire de la MINUK, a coordonné les efforts internationaux visant à fournir d'urgence des abris à quelque 700 000 personnes, efforts qui ont essentiellement revêtu la forme de réparations des logements endommagés. La composante humanitaire a aménagé 20 000 places dans des abris communautaires provisoires à l'intention de ceux qui ne pouvaient être logés ailleurs. Environ 6 000 personnes seulement, pour la plupart des personnes déplacées se sont installées dans des abris communautaires, ce qui témoignait de l'efficacité du programme de logement d'urgence.

35. En outre, le HCR, le Bureau humanitaire de la Communauté européenne et l'Organisation internatio-

nale pour les migrations ont fourni du bois de chauffage, des poêles et des tentes utilisables en toute saison à des groupes extrêmement vulnérables, des familles d'accueil et des organismes sociaux. Des stocks d'aide alimentaire pour quatre mois ont été constitués dans des villages reculés afin d'assurer la sécurité alimentaire pendant les mois d'hiver. Absolument aucun décès dû aux intempéries ou à la faim n'a été à déplorer malgré un hiver rigoureux.

C. Aide alimentaire

36. Le Programme alimentaire mondial (PAM) est le principal organisme chargé d'apporter une aide alimentaire aux groupes vulnérables et, de concert avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et les organisations non gouvernementales partenaires, fournit une assistance aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux cas sociaux.

37. L'aide alimentaire du PAM est destinée à 337 000 réfugiés vulnérables en Serbie et à 14 700 au Monténégro, sur 500 000 au total. En outre, le HCR livre des aliments frais aux centres collectifs. Plus de 8 000 réfugiés bénéficient de projets d'horticulture et d'aviculture du HCR, qui fournissent à la fois des vivres et un revenu aux réfugiés dans plus de 90 centres collectifs.

38. En Serbie, le CICR apporte une aide alimentaire directe aux personnes déplacées. Le PAM y ajoute des rations alimentaires complémentaires. Au Monténégro, le PAM joue le rôle de chef de file dans la coordination de l'aide alimentaire livrée en gros aux personnes déplacées (47 100 en moyenne en ont bénéficié au cours du second trimestre de 1999) et est chargé de répondre à 50 % de leurs besoins alimentaires.

39. L'aide alimentaire du PAM est également destinée aux groupes socialement vulnérables, principalement aux personnes âgées, aux familles indigentes et aux personnes placées dans des établissements sociaux. En Serbie, le PAM distribue des rations alimentaires de base à 400 000 bénéficiaires. En outre, le CICR apporte une aide à 100 000 personnes dans le cadre de ses soupes populaires. Au Monténégro, le PAM et les organisations non gouvernementales partenaires fournissent régulièrement une assistance à 55 000 bénéficiaires.

40. Entre juillet 1999 et avril 2000, le PAM a livré 65 582 tonnes d'aide alimentaire en Serbie et 8 746 tonnes au Monténégro. La Croix-Rouge yougoslave est

le principal partenaire d'exécution. À peu près la moitié des produits sont achetés sur place et livrés directement aux entrepôts. Le PAM continue de s'efforcer à diversifier les réseaux de distribution et environ 10 % de l'aide alimentaire est désormais distribuée par des organisations non gouvernementales internationales. Le PAM surveille étroitement la distribution et l'impact de l'aide alimentaire.

41. Au Kosovo, le PAM, agissant en coordination avec le HCR, les organisations non gouvernementales internationales et les partenaires locaux, a distribué une aide alimentaire d'urgence à 1,36 million de personnes, soit environ 80 % de l'ensemble de la population, depuis juin 1999. Entre juin 1999 et mai 2000, 190 000 tonnes d'aide alimentaire ont été distribuées.

42. Dès le départ, le PAM et ses partenaires ont élaboré une stratégie de retrait progressif, ramenant les bénéficiaires à 900 000 en septembre 1999, à 600 000 en avril 2000 et à 300 000 en juillet 2000. Si l'aide alimentaire est progressivement réduite, compte tenu de la reprise économique et des prévisions de récoltes favorables, les organismes humanitaires ont veillé à ce que les groupes les plus vulnérables, notamment les minorités, les malades dans les hôpitaux et les personnes placées dans des établissements sociaux, continuent de recevoir des rations de base.

43. À compter de juin 2000, les organismes de protection sociale locaux connus sous le nom de centres de travail social, entreprendront, sous la direction du Département de la santé et de la protection sociale de la MINUK, un nouveau programme d'aide sociale générateur de revenus en espèces au Kosovo. Au départ, ce programme prévoira la fourniture d'une aide alimentaire par le PAM, le HCR et la MINUK en collaboration avec divers partenaires internationaux et locaux. Entre juin 2000 et avril 2001, la composante « aide alimentaire » sera progressivement éliminée.

D. Centre de réfugiés

44. Le HCR a apporté une aide financière aux commissaires chargés des réfugiés serbes et monténégrins pour les dépenses de fonctionnement des centres collectifs de réfugiés et de déplacés. Quelque 43 000 réfugiés et personnes déplacées vivent dans des hébergements collectifs en République fédérale de Yougoslavie. La mise en oeuvre d'accords de partenariat a permis de faire quelques travaux dans certains centres

collectifs. En 1999, 1 000 tentes ont été fournies à titre de réserves d'urgence pour l'hiver.

45. Le programme de reconstruction des logements de la MINUK, dirigé par l'Union européenne, a pour but de consacrer l'aide extérieure aux personnes qui en ont le plus besoin, que les comités d'hébergement locaux permettent d'identifier. Environ 20 000 maisons seront reconstruites en l'an 2000, sans compter le vaste programme de construction dans le secteur privé. Cependant, des logements communautaires temporaires seront maintenus pour les Albanais, à la demande de la MINUK et pour les minorités, à la demande du HCR.

E. Santé

46. L'OMS coordonne l'aide humanitaire en matière de santé et préconise que les soins de santé primaires et les services d'urgence dans les hôpitaux bénéficient du soutien international. L'OMS et l'UNICEF financent une enquête dans les foyers qui permettra de faire le point sur la santé, la situation socioéconomique et l'état nutritionnel de la population et sur son utilisation des services de santé. L'OMS fournit des vaccins contre la grippe, des antibiotiques et des réactifs de laboratoire, elle entreprend de réaliser l'éradication de la poliomyélite et met en place un programme complet contre la tuberculose, ainsi qu'un programme pour la santé mentale au Monténégro.

47. Grâce aux vaccins donnés par l'UNICEF et à son travail de formation auprès des équipes médicales, quelque 200 000 enfants de moins de deux ans ont pu être immunisés contre les maladies. L'UNICEF a également fourni des médicaments de première nécessité à 110 centres de soins primaires et 20 hôpitaux, qui soignent plus de 330 000 femmes et enfants par an, et donné des matelas à 62 centres de santé, dont 100 000 nouveau-nés et leur mère pourront bénéficier.

48. Le HCR offre une aide médicale aux réfugiés et personnes déplacées qui n'ont pas droit aux services de santé de l'État, notamment en remboursant une partie des dépenses occasionnées dans des établissements hospitaliers spécialisés qui prennent en charge des réfugiés, en donnant des médicaments aux patients atteints de maladies chroniques qui sont particulièrement vulnérables, et, exceptionnellement, en payant directement le montant des ordonnances.

49. Au Kosovo, l'OMS apporte son soutien technique au Département de la santé et de la protection sociale

de la MINUK en matière de planification, de réforme et de développement. Les indicateurs de santé du Kosovo sont les plus mauvais de l'Europe, aussi l'OMS a-t-elle lancé un processus de réforme pour remplacer le système actuel, centralisé et orienté vers les spécialistes, par une approche englobante, horizontale, et durable axée sur les soins primaires. Outre son rôle de conseil, l'OMS met en place des programmes consacrés au renforcement des capacités et à la coordination entre les organisations non gouvernementales et les donateurs.

50. De nombreuses organisations non gouvernementales internationales fournissent, au côté de l'UNICEF, un soutien direct au secteur de la santé. Ces interventions directes d'organismes internationaux ciblent de plus en plus les régions où vivent les minorités et les zones rurales reculées.

51. Depuis décembre 1999, le FNUAP a mis en oeuvre des projets relatifs à la démographie, à la santé en matière de reproduction et aux activités de sensibilisation, notamment en fournissant des équipements et en dispensant une formation dans les maternités des maisons de santé et des hôpitaux.

F. Eau et assainissement

52. L'aide humanitaire dans ce secteur se concentre sur la réhabilitation et la modernisation du système d'approvisionnement en eau et des réseaux d'égouts dans les centres collectifs de réfugiés et de déplacés, ainsi que l'amélioration des logements privés menée par les organisations non gouvernementales partenaires. En outre, pour améliorer la qualité de l'eau potable, l'UNICEF a procuré à l'Institut serbe de la santé publique un équipement qui permet de surveiller les maladies véhiculées par l'eau chez les enfants. L'UNICEF a également contribué à de petits travaux sur les systèmes d'eau et à l'installation d'un équipement de purification de l'eau, à la suite des inondations de l'été 1999.

53. Au Kosovo, l'aide dans ce domaine s'est concentrée sur l'établissement de réserves de secours et la remise en état d'infrastructures de base. Dans les zones rurales, l'OMS, en coopération avec l'Institut de la santé publique et les organisations non gouvernementales, a adopté une approche plus globale, qui comprend notamment un programme d'éducation du public en matière d'hygiène. La MINUK a autorisé les com-

pagnies d'eau à se faire payer pour leurs services d'approvisionnement en eau à partir de mai 2000.

54. Il n'y a pas d'installations pour le traitement des eaux usées brutes au Kosovo et le réseau d'égouts urbain, trop vieux, doit être remis en état de toute urgence. À ce jour, l'aide s'est concentrée essentiellement sur les zones urbaines, sous la forme de réparations d'urgence de canalisations d'égouts et de fosses septiques. Dans les zones urbaines, les autorités municipales prennent peu à peu en charge cette tâche.

G. Éducation et protection de l'enfance

55. Les activités de l'UNICEF dans ce domaine ont pour but de soutenir un système d'éducation complètement délabré. Du matériel pédagogique de base et des manuels ont été fournis pour les enfants déplacés et ceux qui sont dans une situation de risque social et une aide d'urgence a été accordée pour remettre en état 40 écoles de la Serbie centrale et les approvisionner en matériel. Environ 30 000 enfants déplacés ont pu suivre des classes de remise à niveau et l'enseignement informel à destination des enfants déplacés ou des enfants des minorités a été facilité. De nouvelles approches d'éducation et d'apprentissage, ainsi que l'éducation pour le développement, notamment l'éducation pour la paix et la tolérance et le règlement constructif des conflits, ont été largement soutenues.

56. L'UNICEF a renforcé les services du secteur social en formant les professionnels de la protection sociale qui travaillent auprès des familles vulnérables, notamment les enseignants, les fonctionnaires de police, les médecins et les gens de justice, en mettant particulièrement l'accent sur les enfants et les femmes déplacés. Des ateliers psychosociaux pour les enfants et leurs parents ont été organisés, et des programmes de formation ont été mis en place à l'intention de psychologues et des soignants.

57. Au Kosovo, les organisations humanitaires ont essentiellement entrepris de relancer l'éducation et de normaliser la vie de tous les enfants. Environ trois millions de manuels ont été imprimés en albanais et dans les langues des minorités. Des centaines d'écoles ont été remises en état, remeublées et pourvues de nouveaux équipements et fournitures. Les instituteurs ont été formés pour reconnaître les signes de traumatisme et ont appris les principales techniques de soutien psychosocial.

58. Pour répondre aux besoins des enfants de moins de 7 ans, l'UNICEF, en collaboration avec les organisations non gouvernementales, a mis l'accent sur la création d'établissements préscolaires, en particulier dans les zones rurales et pour les minorités désavantagées, comme les Ashkali et les Rom. Cent dix salles de jeux ont donc été ouvertes et de nombreux centres de jeunes ont été réhabilités. L'accent a été mis sur le développement de politiques appropriées pour le placement des enfants dans les familles, leur adoption par des parents étrangers et leur institutionnalisation.

H. Agriculture

59. En 1999, la FAO n'a pas mis en place de programmes d'aide à l'agriculture en République fédérale de Yougoslavie, à l'exception du Kosovo et peu d'ONG sont aujourd'hui actives dans ce domaine. Une mission de la FAO a été envoyée en République fédérale de Yougoslavie en avril 2000 pour passer en revue les besoins urgents dans le secteur de l'agriculture provoqués par les conséquences de la crise du Kosovo. La mission a conclu que la situation en matière de disponibilités alimentaires, particulièrement pour le blé, pourrait se détériorer et toucher les groupes les plus vulnérables, notamment les petits exploitants. La FAO a établi des propositions de projets pour une aide d'urgence en faveur des agriculteurs vulnérables, des réfugiés et des personnes déplacées, qui comportent notamment la distribution de moyens de production agricole, l'encouragement à la culture de jardins potagers, une mission d'évaluation des récoltes et de l'approvisionnement alimentaire de la FAO et du PAM pour prévoir la production agricole et surveiller la situation en matière de sécurité alimentaire, et une aide technique.

60. Le programme d'aide à l'agriculture au Kosovo, coordonné par la FAO, a pour but de restaurer les sources de revenus rurales et l'autosuffisance des communautés rurales en leur procurant des moyens de production et en leur offrant une aide technique. La FAO a coordonné le programme d'aide pour procurer d'urgence du blé durant l'hiver, mis en place par les organisations non gouvernementales à l'automne 1999, apporté une aide technique, surveillé la situation de la sécurité alimentaire et mené une campagne de vaccination du bétail à l'échelle de la province.

61. Le programme d'aide à l'agriculture pour l'an 2000 bénéficiera à quelque 70 000 familles

d'agriculteurs en situation vulnérable qui se verront distribuer semences de base et engrais. Le matériel agricole sera également réparé, des services pour l'exploitation des forêts seront mis en place, ainsi qu'un programme de multiplication des semences de blé et de pommes de terre. Parallèlement, la FAO s'emploiera à apporter une aide technique aux groupes ruraux qui font montre d'un fort esprit d'entreprise.

I. Promotion de solutions durables

62. L'un des objectifs majeurs des opérations humanitaires internationales en République fédérale de Yougoslavie est de rechercher des solutions durables aux problèmes posés par le grand nombre de personnes déplacées en favorisant leur rapatriement et leur réinstallation et, le cas échéant, leur insertion dans la communauté locale.

63. Le rapatriement continue d'être la solution privilégiée pour les réfugiés. Le HCR aide les Gouvernements de la République fédérale de Yougoslavie et de la Croatie à appliquer le Protocole relatif aux retours organisés en organisant le retour de groupes de réfugiés. Plusieurs organisations non gouvernementales qui exécutent des projets de retour en Croatie et en Bosnie-Herzégovine bénéficieront d'un appui en 2000. Les activités d'information visant à promouvoir le rapatriement des réfugiés en Croatie et en Bosnie-Herzégovine occuperont une place de choix.

64. En matière de protection, le HCR exploite, en coopération avec des partenaires, un réseau de consultation juridique à l'intention des réfugiés mais aussi des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. Les contacts transfrontières entre les bureaux de consultation juridique des pays de la région sont encouragés. Le HCR appuie également les bureaux de la Commission chargée de régler les réclamations sur les biens fonciers, créée au titre de l'Accord de Dayton. Une réimmatriculation des réfugiés en République fédérale de Yougoslavie est prévue pour fin 2000. Des activités de réinstallation sont entreprises à l'intention d'un nombre limité de réfugiés par an (4 000 en 2000), en coopération avec l'Organisation internationale des migrations. La situation des personnes déplacées en République fédérale de Yougoslavie fait l'objet d'un suivi étroit, notamment en ce qui concerne la population rom qui constitue un groupe potentiellement vulnérable parmi les populations déplacées.

65. Parmi les projets de réinsertion des réfugiés dans la communauté locale, on peut citer la recherche de logements permanents et diverses activités rémunératrices et de formation. En 1997, a été lancé un programme de construction de maisons permanentes pour les réfugiés qui décident de demeurer des citoyens de la République fédérale de Yougoslavie. À la fin de 2000, quelque 6 000 réfugiés auront bénéficié de ce programme, qui se fonde en partie sur l'autoassistance. Partout en République fédérale de Yougoslavie, des programmes de création de revenu sont exécutés à l'intention des réfugiés désireux de s'intégrer à la communauté locale et de devenir autosuffisants.

66. Au Kosovo, des efforts sont entrepris en vue de stabiliser la situation des populations vulnérables qui courent le risque d'être déplacées. Des missions de surveillance sont régulièrement effectuées auprès des communautés vulnérables dans toute la province afin de déterminer leurs besoins en matière de police, de sécurité et d'aide alimentaire. Une attention particulière est accordée aux communautés isolées, principalement les Serbes de souche et les Rom mais aussi la minorité albanaise vivant dans la région de Mitrovica. Huit centres de consultation juridique et d'information appuyés par le HCR fournissent des conseils sur toute une série de questions juridiques. Les équipes mobiles rendent également visite aux communautés minoritaires isolées. Tout en favorisant un accès libre et égal à l'aide humanitaire et aux services publics de distribution tels que le téléphone et l'électricité, les équipes fournissent des dispositifs de sécurité, des services de téléphone par satellite et des services d'évacuation. Le HCR exploite également des services d'autobus afin de permettre aux membres des communautés serbes isolées de se déplacer assez librement.

67. Un appui financier est fourni afin de permettre à huit conseils locaux de défense des droits de l'homme et des libertés d'assurer le suivi des rapatriés, de recenser les violations des droits de l'homme et de sensibiliser la population aux droits de l'homme. Le HCR préside la réunion hebdomadaire de l'Équipe spéciale chargée des minorités, à laquelle participent le personnel de la KFOR, la police de la MINUK et d'autres institutions en vue d'examiner la situation des communautés minoritaires et de trouver des solutions à leurs problèmes.

68. L'UNICEF et le HCR ont aidé partout au Kosovo les communautés à créer des centres d'accueil pour les enfants de tous les groupes ethniques afin d'examiner leurs besoins psychosociaux et d'encourager la réintégration et la réconciliation entre les communautés.

69. L'Initiative des femmes du Kosovo du HCR apporte un appui à l'un des groupes de rapatriés les plus vulnérables, à savoir les femmes. L'Initiative aide les organisations non gouvernementales féminines locales bien établies et encourage de nouvelles initiatives à la base en leur fournissant des fonds et un appui technique pour l'exécution de projets de santé en matière de reproduction et de création de revenus, des services de consultation, la formation professionnelle et des cours dans divers domaines. Les projets de l'Initiative visent également les femmes des communautés minoritaires qui sont particulièrement vulnérables. Plus de 115 organisations féminines locales et d'autres groupes locaux ont déjà reçu une aide financière tandis que d'autres propositions sont à l'étude.

70. Outre les mesures en faveur des populations vulnérables au Kosovo, un comité conjoint des retours a été créé en vue de faciliter les retours au Kosovo de personnes déplacées.

J. Dégâts causés à l'environnement

71. L'Équipe spéciale PNUE/CNUEH pour les Balkans, créée en mai 1999, a publié, en novembre 1999, un rapport intitulé « The Kosovo Conflict – Consequences for the Environment and the Human Settlements », dans lequel elle a conclu que la pollution détectée dans quatre sites de problèmes environnementaux graves (Pancevo, Kragujevac, Novi Sad et Bor) constituent une menace à la santé et devraient être étudiés dans le cadre de l'aide humanitaire. Au début de 2000, l'Équipe spéciale a réalisé des études de faisabilité et lancé des projets d'urgence visant à nettoyer immédiatement ces sites; ces projets, qui seront exécutés par le PNUE avec le concours du Bureau des Nations Unies pour l'appui aux projets, entrent dans la phase d'exécution. En collaboration avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le PNUE a évalué l'écoulement du cyanure à Baia Mare en Roumanie en février 2000 et a conclu que le système public d'approvisionnement en eau de la République fédérale de Yougoslavie n'avait pas été touché.

K. Déminage

72. L'UNICEF a poursuivi les programmes de sensibilisation au danger des mines et munitions non explosées dans les écoles de la République fédérale de Yougoslavie.

73. Au Kosovo, le Centre de coordination antimines de la MINUK a été créé comme centre de liaison pour toutes les activités antimines et coordonne actuellement le travail de 16 organisations de déminage accréditées et de 12 organisations de sensibilisation au danger des mines. Le Centre a créé une base de données sur les mines et établi une liste de 2 000 zones dangereuses devant être déminées en priorité. Au total, une superficie de 360 kilomètres carrés renferme ou est soupçonnée de renfermer des mines ou des bombes à dispersion de l'OTAN. Selon les estimations du Centre, ces zones peuvent être déminées en trois ans. On déplore au total 472 victimes d'accidents dus à des mines ou à des munitions non explosées, dont 98 décès, depuis juin 1999. Environ 50 % des décès sont imputables aux bombes à dispersion de l'OTAN.

Déminage au 9 juillet 2000

Superficie déminée (km ²)	Logements	Écoles	Nombre de bombes à dispersion	Nombre de mines antiper- sonnel	Nombre de mines antichar	Munitions non explosées
10 765 125	16 131	776	4 337	3 155	3 411	4 040

L. Droits de l'homme

74. Les activités de défense et de promotion des droits de l'homme font partie intégrante de l'aide humanitaire en République fédérale de Yougoslavie. Le Haut Commissariat aux droits de l'homme concentre ses efforts sur l'état de droit, l'administration de la justice, la protection des personnes détenues, y compris la lutte contre la torture et les mauvais traitements, les droits des membres des minorités nationales et la promotion de la liberté d'expression et d'association. Dans ce domaine, il intervient sur le terrain contre les détentions arbitraires.

75. Le renforcement des capacités, y compris l'appui aux groupes communautaires et aux organisations non gouvernementales s'occupant de l'éducation en matière de droits et de la protection des droits, constitue une importante activité des organismes des Nations Unies,

en particulier du HCR et du Haut Commissariat aux droits de l'homme. Dans le cadre de ses activités de sensibilisation et de défense des droits des réfugiés et des personnes déplacées, le HCR offre des services juridiques et entreprend des efforts particuliers pour défendre le droit au retour des minorités nationales. L'UNICEF a renforcé ses activités de surveillance et d'appui à la mise en place de moyens locaux pour défendre et promouvoir les droits des enfants. Le CICR accomplit son mandat à l'égard des détenus en visitant les prisons et en apportant un appui aux familles des personnes portées disparues, et a récemment publié un recueil de rapports relatif à la crise au Kosovo. Grâce à son réseau, qui s'étend à toute la région, le Conseil international des agences bénévoles favorise le dialogue entre les organisations non gouvernementales nationales et internationales et les organismes des Nations Unies.

76. Au Kosovo, le Haut Commissariat aux droits de l'homme préside la Commission des prisonniers et détenus et fournit des informations utiles sur les Albanais du Kosovo détenus dans les prisons serbes et facilite leur libération. En ce qui concerne les questions liées à l'état de droit, le Haut Commissariat suit les procès des personnes accusées de crimes de guerre ou de crimes de haine ethnique et visite les tribunaux et les centres de détention afin d'évaluer le traitement auquel sont soumis les détenus et le respect des garanties d'une procédure régulière.

77. En juin 2000, le CICR a publié un ouvrage sur les personnes portées disparues dans lequel sont énumérées 3 368 personnes dont les noms ont été fournis par des familles de toutes les communautés du Kosovo, de janvier 1998 à la mi-mai 2000.

VI. Assistance fournie par les États Membres

78. L'assistance humanitaire apportée à la République fédérale de Yougoslavie est financée dans le cadre de l'appel global des Nations Unies pour l'Europe du Sud-Est. Sur les 122,6 millions de dollars demandés en sa faveur dans l'appel de 1999, 106,8 ont été reçus, soit 87 %, et sur les 679 millions de dollars demandés pour les programmes relatifs au Kosovo, 631,2, soit 93 %.

79. Sur les 199,2 millions de dollars demandés pour la République fédérale de Yougoslavie dans l'appel global de 2000, 13,6 avaient été reçus au 30 juin 2000.

et sur les 249,6 millions de dollars demandés pour le Kosovo, 67,5 avaient été versés à la même date. À ces montants s'ajoute l'assistance apportée par de nombreux États Membres en dehors du cadre de l'appel global, par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales, d'organisations nationales et d'initiatives bilatérales. On peut obtenir un complément d'information sur le financement des programmes humanitaires, notamment sur les dons faits par chaque État Membre, en consultant le site Web <www.reliefweb.int>.

VII. Observations finales

80. En Serbie et au Monténégro, l'action humanitaire se déploie dans un contexte politique complexe. Compte tenu de son isolement international, notamment des sanctions, la Serbie n'a bénéficié que d'une assistance humanitaire. Le Monténégro commence actuellement à mettre en oeuvre des initiatives transitoires que la communauté internationale appuie fermement, notamment au moyen d'aides bilatérales directes prenant la forme d'une aide budgétaire et d'une assistance technique à la réforme des institutions. Dans les deux républiques, l'absence d'acteurs économiques internationaux rend plus difficiles le resserrement des liens entre les secours, le redressement et le développement – élément capital pour instaurer une paix durable et rétablir la stabilité en République fédérale de Yougoslavie et dans la région. On ne peut donc que s'inquiéter du fait que la Serbie continue d'être exclue des efforts de paix et de reconstruction déployés à l'échelle régionale.

81. La République fédérale de Yougoslavie devra probablement faire face à des problèmes humanitaires importants, voire de plus en plus importants, dans un avenir prévisible. En Serbie, il est probable que dans l'immédiat, l'économie continuera à s'affaiblir, ce qui aura pour effet d'augmenter le nombre de personnes vulnérables, de compromettre les moyens de leur venir en aide et de désorganiser davantage encore les services publics. Au Monténégro, il est peu probable que le Gouvernement sera en mesure, à court terme, de s'occuper de toutes les personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire. Il continuera donc de nécessiter l'appui de la communauté internationale pour évaluer les besoins, acheminer les secours, mener des activités de sensibilisation et pouvoir ainsi apporter toute

l'assistance voulue aux personnes déplacées et aux personnes démunies.

82. Des efforts sont faits actuellement pour mieux cibler les groupes les plus vulnérables, compte tenu en particulier de l'augmentation du nombre des cas sociaux. Il sera peut-être nécessaire de donner une moindre priorité aux secours à apporter aux réfugiés, qui devront en ce cas être revus à la baisse, l'accent étant mis davantage désormais sur la promotion de solutions durables. Il faut continuer à venir en aide aux réfugiés kosovars, la possibilité pour eux de retourner dans leur pays restant incertaine.

83. On s'attache aussi à l'heure actuelle à passer progressivement de la distribution de secours à une assistance transitoire à long terme, ce qui suppose, tant en Serbie qu'au Monténégro, que certains éléments soient réunis : stabilité politique, respect des droits de l'homme fondamentaux et règlement durable des problèmes des réfugiés et des personnes déplacées. Tant que cela ne sera pas le cas, la distribution de secours restera nécessaire.

84. La situation politique en République fédérale de Yougoslavie, comme dans tous les pays de l'Europe du Sud-Est d'ailleurs, étant instable, il est nécessaire d'en suivre de près les incidences sur la situation humanitaire et il est tout aussi impératif que les organismes humanitaires puissent se maintenir prêts à intervenir efficacement en cas d'urgence dans toute la région.

85. Les organismes humanitaires internationaux présents en République fédérale de Yougoslavie s'inquiètent de la politisation de l'aide humanitaire. La fourniture de cette aide devrait être fonction des besoins des groupes les plus vulnérables et ne pas être soumise à des conditions politiques. En République fédérale de Yougoslavie comme ailleurs, les secours – vivres, carburant, médicaments, ressources éducatives de base – ne devraient pas servir à promouvoir des objectifs politiques. Il est donc demandé instamment à la communauté internationale de réaffirmer son engagement en faveur des principes humanitaires et de maintenir une nette distinction entre les programmes humanitaires et les autres.

86. La communauté internationale a mené une action impressionnante au Kosovo. Elle a aidé des centaines de milliers d'Albanais du Kosovo à regagner leur pays et à s'y réintégrer, empêché une crise humanitaire au cours de l'hiver dernier et rétabli les services publics de base. La MINUK et les organismes locaux qui lui

sont associés assument une responsabilité de plus en plus grande dans la coordination et la fourniture des services essentiels, en particulier ceux concernant la santé, la protection sociale, l'éducation et la reconstruction de logements. À l'avenir, le problème consistera à financer ces services à l'échelon local de manière qu'ils soient de moins en moins tributaires des dons de la communauté internationale.

87. La MINUK assumant désormais la responsabilité des services publics de base, les organismes humanitaires internationaux s'occuperont probablement avant tout de protéger les populations minoritaires et de leur fournir des biens et des services. Cela dit, la cessation progressive de l'assistance humanitaire dans son ensemble pourrait être remise en cause si le programme de reconstruction de logements n'est pas mené à bien avant l'hiver et si le retour forcé d'un grand nombre de Kosovars réfugiés n'impose pas un trop lourd fardeau sur l'infrastructure fragile des services sociaux du pays.

88. La promotion de la tolérance et de la coexistence pacifique entre groupes ethniques au Kosovo a du mal à se concrétiser. De ce fait, les personnes appartenant à des groupes minoritaires continuent de quitter la province et ceux qui l'ont déjà fait sont peu disposés à y retourner. Le retour de toutes ces personnes déplacées doit rester l'une des toutes premières priorités. Cela dit, il faut bien comprendre qu'il faudra de nombreuses années avant que l'amer ressentiment et la méfiance qu'ont engendrés les troubles récents puissent être surmontés et que ce travail exigera un effort soutenu et résolu de la part de toutes les parties concernées et, d'abord et avant tout, du peuple kosovar lui-même.

89. L'Organisation des Nations Unies reste vivement préoccupée par la situation humanitaire qui règne dans toute la République fédérale de Yougoslavie. Elle continuera à s'efforcer de répondre aux besoins urgents des populations touchées jusqu'à ce que le problème politique et économique qui est à l'origine de cette situation puisse être résolu.